

Rapport 2019 sur la situation des personnes disparues à Suhareka¹ et au Kosovo – Association Shpresimi/Hope Surareka

Aujourd'hui, 20 ans après la guerre, les familles de 121 personnes disparues à Suhareka ne savent toujours pas où se trouvent leurs parents. Depuis plus de 10 ans, nous n'avons enregistré aucune nouvelle information et n'avons procédé à l'identification d'aucun reste mortel de personne disparue. En parallèle, la Serbie continue ses politiques destructives de relativisation des crimes commis durant la guerre au Kosovo entre 1998 et 1999. De plus, les informations relatives à ces crimes ne sont pas rendues publiques, rendant difficile la découverte de charniers et la poursuite des responsables.

Problématique de l'exhumation et de l'identification des personnes disparues

Les activités de recherche de la vérité de l'association Shpresimi et d'autres associations sur toute l'étendue du territoire sont aujourd'hui au point mort en raison du manque de volonté des autorités locales et internationales de révéler le sort des personnes disparues.

Depuis 2014, dans notre municipalité, il y a eu seulement une exhumation et identification d'une personne qui jusque là était considérée disparue. Chaque année, à l'occasion des journées commémoratives, nos gouverneurs réitèrent leur engagement à ce que le sort des personnes disparues soit connu, mais rien n'en résulte.

Il y a un important manque de volonté tant local qu'international, et notamment du côté des serbes, puisque c'est la police et l'armée serbe qui sont incriminés dans les cas de disparition forcée. Il est d'ailleurs suspecté que parmi les disparus, il y a eu des survivants qui ont été déportés en Serbie afin de brouiller les traces des crimes commis par les serbes au Kosovo.

Nous considérons que l'ouverture des archives de la police secrète et de l'armée serbe donnerait de nombreuses réponses et informations sur les charniers présents tant en Serbie que sur le territoire kosovar. Ce point ne peut être résolu que grâce à une importante pression de la communauté internationale sur le gouvernement serbe. Cependant, les activités de notre association sont aujourd'hui au point mort, et la confiance dans les organes locaux comme internationaux est rompue en raison de leur incapacité à faire davantage.

Identification ADN et fiabilité des données

Le processus d'identification des restes mortels 20 ans après les faits repose sur des faiblesses fondamentales.

¹ Municipalité kosovare

Au sortir de la guerre, l'identification des restes mortels s'est faite de façon classique en travaillant sur l'habillement des victimes, l'identification étant faite en se basant sur les habits que nous suspicions les victimes de porter au moment de leur disparition et de leur meurtre. Pensant que le processus d'identification ne serait pas difficile, l'administration UNMIK avait alors mis en place une morgue provisoire où tous les restes mortels exhumés dans des charniers sur le territoire kosovar avaient été rassemblés. Mais la Serbie, pour éviter la justice internationale et les poursuites pour crime de guerre, a taché de cacher ses crimes en transférant les charniers sur d'autres sites.

Dans la municipalité de Suhareka, 534 civils ont été tués durant la guerre, tandis que 20 ans après la guerre, 121 personnes sont toujours considérées comme disparues et recherchées par leurs familles.

Le génocide organisé par la Serbie afin d'exterminer les albanais est inhumain, et a conduit au meurtre d'enfants et d'anciens, de femmes et d'hommes. La Serbie est coupable d'avoir planifié, kidnappé, tué et dissimulé les traces de ses crimes. Nous, familles organisées en associations, avons demandé à de multiples reprises l'exercice d'une plus grande pression sur Belgrade afin de forcer le gouvernement à révéler le sort des personnes disparues. La Serbie cache toujours les restes mortels de 1643 personnes disparues dans tout le Kosovo. La Serbie continue à violer les résolutions de l'ONU, alors même qu'elle a kidnappé, tué et caché les membres de nos familles.

Justice et poursuite des présumés coupables

Les crimes de guerre au Kosovo ont été ordonnés et exécutés par le commandement de l'armée serbe et la police, en coopération avec des groupes paramilitaires serbes, de Serbie mais aussi vivant sur le territoire kosovar. Leur poursuite juridique est aujourd'hui difficile, puisque certains d'eux sont toujours au pouvoir et occupent de hautes positions dans le gouvernement serbe. Même lorsqu'ils consentent à donner des informations sur les charniers, l'État serbe bénéficie du soutien de la communauté internationale et de l'Union Européenne.

Les procès de criminels serbes sont provisoirement organisés par la justice serbe à Belgrade, ce qui est en contradiction avec la loi internationale, et conduit les familles à penser qu'ils ne seront pas punis pour leurs crimes. Les criminels devraient être punis sur le lieu du crime car cela contribuerait à accroître la confiance en la justice des personnes lésées.

Initiatives pour établir une Commission pour la Vérité et la Réconciliation

À l'initiative du président de la république du Kosovo, il a été demandé l'établissement d'une Commission pour la Vérité et la Réconciliation. Mais nous ne soutenons pas cette initiative car nous sommes persuadés que la Serbie sait où sont les personnes disparues. Il ne peut y avoir de réconciliation avec le parti qui a organisé ces crimes de premier ordre contre la population albanaise sans défense, s'il n'y a pas de révélation de la vérité pleine et entière.

L'étape de la réconciliation ne pourra avoir lieu que lorsque le gouvernement serbe demandera un pardon public pour tous les crimes commis au Kosovo contre l'innocent peuple albanaise et donnera toutes les informations demandées relatives au sort des personnes disparues durant la guerre.

La problématique du sort des personnes disparues en discussion à Bruxelles

C'est le droit des familles de personnes disparues de connaître le sort de leurs proches, le lieu où ils se trouvent, ou s'ils sont morts les circonstances et causes de leur mort ainsi que le lieu où ils sont enterrés, et, si ce lieu est connu, que les restes mortels de leurs proches soient remis aux familles.

Dans les discussions actuelles entre Pristina et Belgrade afin de résoudre le sort des personnes disparues, facilitées par le Comité International de la Croix-Rouge à Bruxelles, il n'y a pas eu de résultats satisfaisants permettant réellement de faire la lumière sur le sort de ces personnes.

Les familles de personnes disparues continuent de faire pression sur les institutions du gouvernement kosovar ainsi que sur la communauté internationale pour que les pourparlers entre le Kosovo et la Serbie à Bruxelles, sous la supervision de l'Union Européenne, prennent davantage en compte la question des personnes disparues. Nous espérons que l'UE exercera une plus importante pression sur la Serbie, notamment sur la question de l'ouverture des archives militaires et de la police secrète, car nous sommes convaincus que là se trouvent les réponses que nous attendons depuis 20 ans, depuis la fin de la guerre.

Halit Berisha et Destan Berisha,

Suhareka, 30.04.2019